

LE VRAI DÉBAT

*La transition écologique implique
la justice sociale et la réduction des
fractures territoriales*



Contribution d'EELV au vrai débat

Depuis plusieurs semaines, notre pays est traversé par deux mouvements de fond : la lutte contre le dérèglement climatique portée par des milliers de personnes marchant pour le climat et la mobilisation inédite des « gilets jaunes » suscitée par un sentiment d'injustice, des difficultés à « boucler les fins de mois » comme la peur du déclassement.

Jamais notre pays n'avait semblé aussi inquiet. Pourtant, les porteurs de solutions nouvelles existent aussi bien du côté des Gilets Jaunes que des marcheurs pour le climat, des citoyen·ne·s engagé·e·s dans les associations et les territoires.

Il s'agit des expressions d'une même crise : celle de notre modèle dit « de développement », assis sur la prédation de la nature, sur la recherche d'une croissance aveugle et sur la justification de l'explosion des inégalités.

Face à cette situation, la responsabilité de l'État est de répondre et de lier, par des politiques publiques nouvelles, la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre les fractures sociales et territoriales. Mais la crise que nous traversons exprime aussi le déficit de plus en plus profond, de démocratie et de citoyenneté. Notre Ve république est à bout de souffle, nos institutions représentatives ne sont plus en phase avec les évolutions de la société qui réclame plus de participation dans la prise de décision, plus de solidarité et de justice fiscale, plus de reconnaissance et moins de mépris de la part des élites économiques et politiques, plus de pouvoir de vivre et de levier pour se faire entendre.

Nous devons changer de modèle et faire de la transition écologique de la société, la priorité des priorités, pour répondre aux désordres climatiques, à la perte de la biodiversité et à l'épuisement des ressources.

Il ne peut y avoir de transition réussie que si nous savons réduire les inégalités, promouvoir une autre politique fiscale et sociale, renforcer les services publics et promouvoir de nouveaux droits, la dignité et l'autonomie, tout en permettant la participation de chacun à la vie de nos démocraties.



Réduire les mobilités carbone

La dépendance au pétrole est un facteur d'augmentation des inégalités sociales. De plus en plus, il y aura celles et ceux qui pourront y avoir accès et les autres...

- Un territoire équilibré, plus juste et plus écologique. Il s'agit de stopper l'étalement urbain pour en finir avec la dépendance à la voiture individuelle.
- Des transports collectifs du quotidien. L'État doit favoriser les transports collectifs non-polluants, notamment en baissant la TVA et en investissant dans les lignes de transports en commun.
- Le service public du rail est un atout majeur pour limiter les gaz à effet de serre et garantir l'égalité des territoires. L'État doit investir dans la rénovation et le développement du réseau ferroviaire. Il doit aussi soutenir les Intercités de jour et de nuit, qui desservent tous les territoires, moins chers que les TGV et moins polluants que l'avion.

Une électricité renouvelable au service des territoires et de l'emploi

Passer à une France 100% renouvelables pourrait permettre de créer un million d'emplois.

- Sortie du nucléaire et du carbone : une production électrique 100% renouvelable et décentralisée à l'horizon 2050 pour une électricité propre et moins chère.
- Un plan de formation pour les salarié·e·s des filières nucléaire et fossile, afin que chacun puisse se reconverter et retrouver un emploi.

Réduire la facture énergétique et financer la transition énergétique : même combat

Aujourd'hui, près de 5 millions de ménages sont touchés par la précarité énergétique. Agir pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sont une urgence pour la planète et nos porte-monnaie.

- 20 milliards d'euros sur cinq ans pour 600 000 logements isolés par an.
- Création d'un chèque transition écologique, pour que les ménages les plus fragiles ne soient pas pénalisés par la lutte contre les activités polluantes.
- Taxation des transports aérien et maritimes au niveau français, puis européen.
- Taxe poids-lourds européenne.
- Développement du fret ferroviaire.
- Suppression de la niche fiscale dont bénéficient les industries polluantes (870 millions d'euros en 2018 en France).
- 100% des recettes de la contribution énergie-climat sera rendue aux Français·e·s pour favoriser l'efficacité et les économies énergétiques.
- Règlementation contraignante des constructeurs automobiles pour des moteurs moins polluants

Une agriculture paysanne, des territoires protégés

L'industrialisation de l'agriculture vide les campagnes, maltraite les paysan·ne·s et fragilise la biodiversité. Il faut en finir avec cette triple peine. Sortons l'agro-industrie, les géants agro-alimentaire et la grande distribution de l'agriculture.

- Financement de la transition agricole par la fin des subventions à l'agriculture chimique et industrielle : aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique et paysanne.
- Suppression des pesticides et des intrants chimiques dans l'agriculture, interdiction des usines à viande, à œufs et à lait, développement des filières courtes.
- Sanctuariser les zones naturelles et les terres agricoles. Ne plus construire des centres commerciaux en périphérie des villes.

Égalité entre les femmes et les hommes

Les inégalités de genre sont aussi des inégalités sociales : les femmes subissent plus que les hommes la précarité économique, les temps partiels subis, et les charges liées aux enfants et au foyer.

- À travail égal, salaire égal : mettre fin aux inégalités salariales
- Un accompagnement spécifique pour les parents isolé·es

Renforcer les services publics

Les services publics permettent de lutter contre les inégalités sociales et territoriales. Ils ne sont pas une charge mais une chance pour notre pays et ses habitant·e·s.

- Un moratoire sur la fermeture des petites lignes, des bureaux de postes, des écoles et des maternités.
- Développement des guichets d'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire.
- Reconnaissance des agents du service public par une revalorisation de leurs missions et de leurs traitements.
- Pas de culture sans artistes : soutien aux intermittents et à leur statut.

Le droit à la santé

Le système de santé est en crise depuis plusieurs années. Cela engendre une plus grande précarité de celles et ceux déjà en difficulté.

- Santé environnementale : une politique de prévention pour lutter contre les maladies chroniques dues aux pollutions.
- La généralisation du tiers-payant.
- Lutter contre les déserts médicaux.
- Mettre à fin à la politique de réduction des coûts dans l'hôpital public.

Plus de démocratie

La crise que nous traversons est aussi conséquence de la perte de confiance des Français·e·s envers leurs dirigeants et les institutions.

- Généraliser la proportionnelle, notamment pour les élections législatives et reconnaître le vote blanc
- Plus de décentralisation, pour des politiques adaptées à la réalité des territoires et avec des collectivités qui ont les moyens de décider et d'agir
- Accorder plus de place aux citoyen·ne·s : budgets participatifs, référendums d'initiative citoyenne, droit à l'information.
- Mettre fin aux lois répressives et aux violences policières (retrait des flashballs et des grenades) pour garantir les libertés fondamentales et le droit de manifester en sécurité.

Un logement digne pour toutes et tous

Près de 15 millions de personnes sont touchées, à un titre ou à un autre, par la crise du logement, dont 4 millions de personnes souffrent de mal-logement ou d'absence de logement personnel.

- Encadrement des loyers.
- Un plan national de résorption de l'habitat indigne, avec notamment la construction de 500 000 logements par an, dont 160 000 logements sociaux.
- Adopter la politique du « logement d'abord » pour réinsérer les personnes sans-abri.

Pour la justice fiscale

Nous devons passer d'un système fiscal injuste, illisible et inefficace à un système qui permette de réduire les inégalités et la pauvreté et contribuer à transformer notre mode de consommation et de production vers un modèle à la fois plus sobre, plus responsable, plus sain et plus solidaire.

- Un impôt sur le revenu progressif, qui mette sur le même plan revenus du travail et du capital. L'impôt sur la fortune doit être rétabli sur ses bases de 2008.
- Suppression des allègements de charges hérités du CICE et des niches fiscales inutiles.
- Les entreprises du numériques doivent s'acquitter d'une taxe sur l'ensemble de leur chiffre d'affaire
- La finance doit être régulée et taxée : interdiction du trading haute fréquence et taxe sur les transactions financières
- La France doit être en pointe contre les paradis fiscaux, avec notamment une obligation de publier les informations et résultats des filiales et des activités pays par pays.
- Nous réclamons une véritable réforme de la fiscalité locale.